

Zoom sur ...

... le rapport annuel 2018 de la commission bancaire et celui de la BCEAO sur l'inclusion financière**❖ Evolution du système bancaire en 2018**

Le secteur bancaire de la zone UMOA continue son développement, en enregistrant l'implantation de trois nouveaux établissements de crédits qui ont porté à 147¹ le nombre total d'établissement agréés dans cette zone. Parmi ces établissements, l'on dénombre 128 banques et 19 établissements financiers à caractère bancaires. Le réseau bancaire a également poursuivi son extension : le nombre d'agences/bureaux a progressé de 417 unités (+13% en g.a.), environ 568 800 nouveaux comptes clientèles ont été enregistrés (+5% en g.a.) pour un total d'un peu plus de 12 millions de comptes et le nombre de guichets automatiques a augmenté de 10%.

En termes d'activité, **le rapport met en lumière une augmentation de la taille du bilan des établissements. Celui-ci a globalement progressé de 6,8% en g.a.** pour atteindre 57,6 Mds EUR à fin 2018. **Les secteurs bancaires ivoiriens (32,2%) et sénégalais (19,5%) détiennent plus de la moitié des actifs.** Le Niger (4,5%) et la Guinée-Bissau (0,7%) ont les plus faibles parts de marché.

Le paysage bancaire régional était composé de banques internationales (63) et de banques régionales (60). **Le marché est dans son ensemble dominé par 12 grands groupes qui (avec 76 banques) possèdent au total 78% des actifs, 80% des comptes clientèles et 93,4% du résultat net global.** Les cinq premiers groupes sont : Ecobank (8 filiales, 13,2% de part de marché), la Société générale (5 filiales, 10,1%), la banque Marocaine Bank of Africa (7 filiales, 9,6%), les Marocaines Banque Atlantique (9 filiales², 9,3%) et Attijariwafa Bank (9 filiales, 7,5%). BNP Paribas reste au 9^{ème} rang (4 filiales, 4% de part de marché) et devrait même voir sa position se dégrader avec son projet de cession de ses actifs au Burkina Faso et au Mali en 2020.

Au total, les groupes bancaires dont les maisons-mères sont installées dans la zone UEMOA détiennent 33,2% des actifs, contre 30,4% pour le Maghreb et 15% pour l'UE.

A fin 2018, les emplois globaux ont progressé de 7,3% en rythme annuel (contre 11% en 2017), pour atteindre la barre des 50 Mds EUR. Ils sont composés à

près de 64% de crédits à la clientèle et à 20,4% de titres de placements. Leur dynamisme a essentiellement tiré par les crédits (+11%, à 31,8 Mds EUR), dont la structure reste dominée par les effets de court (50%) et de moyen terme (40%). **Pour la 1^{ère} fois depuis 2012, les banques ont réduit leur exposition sur les titres souverains. Les placements dans les titres publics ont même légèrement baissé (-1%) pour s'établir à 10,2 Mds EUR, contre une hausse 5,8% en 2017, 26% en 2016 et 27% en 2015 ou encore 34% en 2014.**

Les emplois ont globalement été financés par les dépôts clientèle (+10,4% en g.a) et la hausse significative des capitaux propres (+12%) permise par l'entrée en vigueur des exigences de Bâle II & III.

Le secteur reste globalement rentable mais continue de porter des fragilités. Le Produit net bancaire (PNB) a progressé de 6%, à 3 Mds EUR. Il est essentiellement généré par les revenus nets des opérations avec la clientèle (71%) et par ceux relatifs aux titres de placement (27%). **Grâce à une maîtrise des coûts d'exploitation et du coût du risque, le résultat net s'est accru de 24% pour se situer à 696,5 M EUR. Toutes les places bancaires ont enregistré des résultats nets positifs**, la Côte d'Ivoire et le Sénégal en tête avec des parts respectives de 33,4% et de 24,7%. Le coefficient de rentabilité des fonds propres a atteint **13,9%** (contre 12,5% en 2017).

S'agissant des fragilités, le rapport souligne une hausse de 4,6% des créances en souffrances brutes qui représentent environ 12,3% du portefeuille global (4,8% en nettes des provisions). Au titre du respect du dispositif prudentiel, la situation globale est satisfaisante mais des efforts restent à faire dans certains pays. Par exemple, le ratio moyen de solvabilité était de 10,8% (contre une norme de 8,625%). Le Togo est en retrait (6,2%) et la Guinée-Bissau dans un état critique (-7,3%).

❖ Amélioration globale de l'inclusion financière, sur fond de disparités et de défis importants encore à relever

Le rapport de la BCEAO met en lumière un renforcement global de l'inclusion financière dans la zone UEMOA en 2018. Sur le volet offre, des avancées notables sont enregistrées avec notamment l'extension des réseaux bancaires. Le taux global de pénétration démographique (mesurant la proximité des services financiers vis-à-vis

¹ Mais le nombre d'établissements en activité était de 143 (dont 124 banques et 19 établissements financiers à caractères bancaires).

² 8 filiales+ 01 succursale

des populations) a augmenté de 16 points entre 2017 et 2018, pour se situer à 56 points de services pour 10 000 adultes. Au niveau de la demande (l'utilisation), **le fort développement des activités de mobile de mobile banking se traduit par une hausse substantielle du taux global de bancarisation qui a atteint une moyenne de 57% en 2018.** Le taux d'utilisation des services de monnaie électronique a progressé de 4,1 points de pourcentage pour se situer à 34% en 2018.

Par pays, le Bénin enregistre le taux d'inclusion financière le plus élevé (74,5%), suivi du Togo (71,9%), de la Côte d'Ivoire (70,4%), du Burkina (68,4%) et du Sénégal (67,0%). **Le Niger et la Guinée-Bissau, en revanche, affichent un taux d'inclusion financière encore très faible.** Même en cumulant l'accès à la monnaie électronique, les taux se situent autour de seulement 14%. **La microfinance est quasi inexistante en Guinée-Bissau.** La monnaie électronique, qui a contribué de manière significative à l'utilisation des

services financiers, se développe de manière particulièrement soutenue en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso.

En dépit de ces évolutions, plusieurs défis restent à relever pour améliorer l'utilisation des services financiers dans l'UEMOA. Au niveau des Etats, un accent particulier doit être mis sur l'élaboration de la stratégie nationale d'inclusion financière, la coordination des initiatives en matière d'inclusion financière et la mise en place d'un dispositif statistique de suivi des progrès réalisés en la matière. De son côté, la BCEAO doit accélérer la mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière ; stratégie qui bénéficie d'un appui financier de l'AFD. Une convention de financement d'un montant total de 3,6 M EUR a été signée dans ce sens avec la BECAO en juin dernier.

| Pays | Nombre d'établissement en activité | Total actif (en Mds EUR) | Part de marché en termes d'actifs |
|---------------|------------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|
| Bénin | 15 | 5,3 | 9% |
| Burkina Faso | 18 | 8,1 | 14% |
| Côte d'Ivoire | 29 | 18,5 | 32% |
| Guinée-Bissau | 5 | 0,4 | 1% |
| Mali | 16 | 7,2 | 12% |
| Niger | 16 | 2,6 | 4% |
| Sénégal | 29 | 11,2 | 20% |
| Togo | 15 | 4,3 | 7% |
| Total | 143 | 57,6 | 100% |

ACTUALITE REGIONALE

La Banque africaine de développement (BAfD) double son capital

[Lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 30 octobre 2019 à Abidjan, les Gouverneurs de la BAfD ont approuvé une augmentation de capital historique de 115 Mds d'USD.](#) Il s'agit de l'augmentation du capital la plus importante de l'histoire de la Banque depuis sa création en 1964. Grâce à cette augmentation, le capital de la BAfD va plus que doubler (passant de 93 Mds USD à 208 Mds), ce qui permet à la Banque de renforcer sa solidité financière et de conserver ses excellentes notations auprès des principales agences internationales de rating (notamment AAA avec perspectives stables avec Fitch). Pour mémoire, ce projet d'augmentation générale du capital a été initié depuis il y a deux ans afin d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie de développement High 5 porté par le Président actuel de l'institution (éclairer et fournir de l'énergie à l'Afrique, nourrir l'Afrique, industrialiser l'Afrique, intégrer l'Afrique, et améliorer la qualité de vie des Africains.). Ainsi, à la faveur de la nouvelle augmentation générale du capital, ce dernier a indiqué que son institution continuera de jouer son rôle de chef de file dans le développement des infrastructures, le renforcement de l'intégration régionale, l'aide à la réalisation des ambitions de la Zone de libre-échange continentale africaine, l'appui aux États fragiles pour renforcer leur résilience, la gestion durable de la dette, la lutte contre le changement climatique et la stimulation des investissements du secteur privé.

La CEDEAO confie au Niger l'organisation du forum des mines et du pétrole 2020

[Le Niger va accueillir en octobre 2020 la 3^{ème} édition du forum des mines et du pétrole de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest \(CEDEAO\), dénommé ECOMOF 2020.](#) Un protocole d'accord

entre l'institution africaine et les autorités nigériennes a été signé à cet effet le 4 novembre 2019 à Niamey. Selon le ministre nigérien du Pétrole Foumakoye Gado, ECOMOF est une plateforme de coopération visant non seulement à promouvoir et développer le secteur géo-extractif dans l'espace de la CEDEAO, mais également, à mettre en évidence le développement des technologies ainsi qu'un dialogue continu et inclusif pour le développement de la filière. C'est donc une occasion pour les principaux acteurs des secteurs minier et pétrolier de partager des idées, nouer des partenariats et trouver des solutions pour renforcer ce secteur.

BENIN

5^{ème} revue du programme FMI appuyé par une Facilité élargie de crédit (FEC)

[La cinquième revue du programme FMI 2017-2019 s'est terminée à Cotonou le 5 novembre](#). Les experts du FMI ont relevé les bonnes performances macroéconomiques du Bénin, en dépit d'un environnement extérieur moins favorable et de la fermeture de la frontière avec le Nigeria. Le PIB réel devrait croître de 6,4 % en 2019, sous l'impulsion notamment des secteurs de l'agriculture et du transport. La croissance devrait s'accélérer en 2020 et rester soutenue à moyen terme, tirée par le dynamisme de la production cotonnière, des BTP et des activités portuaires. Les finances publiques sont également en ligne avec les objectifs du programme, avec un déficit attendu à 2,3% du PIB (après rebasage). Le ratio de la dette publique devrait se stabiliser cette année et diminuerait en 2020, en raison de la discipline budgétaire soutenue et de la forte croissance économique. Le reprofilage de la dette en 2018 et l'émission d'euro-obligations en 2019 ont permis de réduire les coûts d'emprunt, de diversifier la structure de financement et d'allonger la maturité de la dette.

BURKINA FASO

L'UE signe la convention du PACAO

Le Chef de délégation de l'Union européenne au Burkina Faso, Wolfran Vetter, et le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso, Mahamadi Savadogo, ont signé, le 4 novembre 2019, une convention de subvention pour la mise en œuvre du Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest volet Burkina Faso. D'un montant de 5,4 M EUR ce programme vise à soutenir les filières de trois chaînes de valeur : huilerie et dérivés de coton, miel et dérivés, et énergie solaire. Pour mémoire, ce nouvel appui vient à la suite du Programme de renforcement des capacités des entreprises (2003-2008) d'une enveloppe de 6 M EUR et du Programme d'appui au secteur privé (2012-2017) d'une enveloppe de 8,5 M EUR.

4^{ème} édition de la Semaine du numérique

[La Semaine du Numérique, autrefois appelée Semaine Nationale de l'Internet \(SNI\), se tiendra du 19 au 23 novembre 2019 à Bobo-Dioulasso](#). Cette édition 2019 qui se tiendra sous le thème « vers des instruments financiers innovants pour le bien être du citoyen à l'ère du numérique » mettra en exergue les innovations technologiques des transactions financières du pays » et sera placée sous le haut patronage du Premier ministre, Chef du gouvernement.

CAP-VERT

Baisse des exportations de 4% au troisième trimestre 2019

[Selon les données provisoires de l'institut national de statistiques, tant les importations que les exportations ont connu une évolution négative, de 5,7% et 4% respectivement au troisième trimestre de cette année. Les réexportations, en revanche, ont augmenté de 13,9%](#). Le déficit de la balance commerciale a diminué de 5,9% et le taux de couverture a augmenté de 0,2 point de pourcentage. Au troisième trimestre 2019, les importations capverdiennes se sont élevées à 19,6 Mds CVE (180 M EUR), les exportations à 1,7 Md CVE (16 M EUR) et les réexportations à 6,7 Mds CVE (61 M EUR). L'Espagne est le premier client du pays, absorbant 81,3% des exportations du pays, suivie du Portugal (15%). Le Cap-Vert exporte principalement des produits préparés et conservés (64,4% des exportations), ainsi que des crustacés et mollusques (17,1%) et des textiles

(9,5%). Le Portugal est le premier fournisseur du pays, représentant 45,4% des importations du Cap-Vert au troisième trimestre, suivi des Pays-Bas (13,3%) qui passent devant l'Espagne (8,7%). Le Cap-Vert importe des combustibles (11,5% du total), des machines et moteurs (8%) et des réacteurs et chaudières (6,5%).

COTE D'IVOIRE

Bilan à mi-parcours du Programme social du gouvernement 2019-2020

[À l'occasion du Conseil des Ministres du 30 octobre 2019, le Porte-Parole du gouvernement Sidi Touré a annoncé une mobilisation à hauteur de 1003,4 Mds FCFA \(1,5 Mds EUR\) pour le Programme social du gouvernement 2019-2020 \(PSGouv\).](#) Initialement estimé à 727,5 Mds FCFA (1,1 Mds EUR), le gouvernement ivoirien a décidé d'augmenter les ressources mobilisées pour augmenter la part de population touchée. Sur le montant alloué pour la période budgétaire, 52% auraient été engagé dans les projets, soit 191,5 Mds FCFA (291,4 M EUR). Le PSGouv 2019-2020 initié en janvier 2019 par le Président Alassane Ouattara est articulé autour de 5 axes stratégiques : fournir aux populations un meilleur accès à la santé, faciliter et maintenir l'accès à l'éducation des enfants de 6 à 16 ans et améliorer l'enseignement supérieur, garantir un accès aux services publics fondamentaux tels que le logement, l'électricité, l'eau potable et les transports, promouvoir l'employabilité et l'accès à un emploi décent pour les femmes et les jeunes, assurer une amélioration du bien-être des populations rurales et une sécurité alimentaire pour l'ensemble de la population.

Signature de deux accords de prêt entre la Côte d'Ivoire et l'Arabie Saoudite

[Le ministre ivoirien de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly et le Vice-Président et Directeur Général du Fonds Saoudien de Développement, Youssef Albassam ont signé deux accords de prêt pour un montant total de 21,8 Mds FCFA \(33,4 M EUR\).](#) Le premier accord concerne la construction et l'équipement du Centre Hospitalier Universitaire d'Abobo, commune d'Abidjan. Estimé à 13 Mds FCFA (19,8 M EUR), cet établissement hospitalier sera bâti sur une superficie de 5 ha pour une disponibilité foncière de 18 ha, avec une capacité d'accueil de 600 lits. Le second accord concerne le Programme pilote de développement dans les régions du Poro et du Bounkani (nord-est du pays) articulé autour de trois axes : infrastructures sanitaires, scolaires, et hydrauliques. Ce programme vise principalement à développer des infrastructures de base en faveur des populations, notamment celles des plus vulnérables, pour un coût estimé à 9 Mds FCFA (13,5 M EUR). Ces deux programmes sont mis en place dans le cadre du Programme Social du Gouvernement estimé à 1 003 Mds FCFA (1 500 M EUR).

Investissement de 50 Mds FCFA pour raccorder 400 000 ménages au réseau électrique (PEPT)

[Le ministre ivoirien du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables, Abdourahmane Cissé, a annoncé la mobilisation auprès des bailleurs de fonds de 50 Mds FCFA \(76 M EUR\) dans le cadre du Programme Électricité Pour Tous \(PEPT\).](#) Les bailleurs engagés sont la Banque mondiale, l'Union Européenne et l'AFD pour un montant de 35 Mds FCFA (53,2 M EUR) et la Banque Africaine de Développement (BAfD), à hauteur de 15 Mds FCFA (22,8 M EUR). Le gouvernement a annoncé que seraient mobilisés les 10 Mds FCFA (15 M EUR) restant nécessaires pour relier 400 000 ménages au réseau électrique. Le PEPT est une initiative du gouvernement qui vise à garantir l'accès au réseau électrique à la population pour un montant de 1000 FCFA (1,5 EUR). L'objectif est de relier 1 million de ménages au réseau d'ici 2020.

Reprise de l'activité de l'hydrocraqueur de la SIR

[Le Premier Ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a procédé à la reprise des activités de l'hydrocraqueur de la Société Ivoirienne de Raffinage \(SIR\), endommagé lors d'un incendie de janvier 2017.](#) À cette occasion, il a rappelé le plan de restructuration lancé par le gouvernement en 2016 pour répondre aux difficultés financières de l'unique raffinerie de Côte d'Ivoire : 388 Mds FCFA d'émissions de garantie souveraine ont été mobilisés pour les banques et les institutions financières qui ont participé à la restructuration de la SIR. Néanmoins, le ministre ivoirien du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables, Cissé Abdourahmane, a déclaré que la SIR devrait relever d'autres défis dans les prochaines années. Le Directeur général, Thomas Camara a notamment cité les investissements nécessaires pour répondre aux nouvelles normes de qualité

des produits raffinés qui exigent d'investir dans de nouvelles unités de raffinage pour la fabrication de gasoil et de Super de meilleure qualité et moins polluants. La SIR a réalisé un résultat net de 23,8 Mds FCFA (36,2 M EUR) en 2018 (contre 69 M EUR en 2017 et -12,7 M EUR en 2016).

Lancement d'un programme d'insertion professionnelle

[Le gouvernement ivoirien a procédé au lancement d'un programme d'insertion professionnelle pour les jeunes dans le cadre du Programme Social du Gouvernement 2019-2020.](#) L'objectif est la mise en stage et en apprentissage de 225 000 étudiants d'ici 2020. Ce programme est financé par l'État ivoirien, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement à hauteur de 141 Mds FCFA (214,5 M EUR). Il vise à répondre, par le biais d'une offre de stages élargie, au manque d'expérience professionnelle des étudiants. Selon le ministre ivoirien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Albert Toikeusse, 100 000 offres de stages de validation de diplômes, 50 000 offres de stages de qualification et 25 000 postes d'apprentissage ont pu être répertoriés à ce jour, en amont du lancement du programme.

GUINEE

La convention d'exploitation des gisements de fer du Nimba présentée à l'Assemblée Nationale

Le 5 septembre 2019, une convention d'exploitation des gisements de fer du Nimba avait été signée entre l'Etat guinéen et la société américaine High Power Exploration (HPX) du groupe Ivanhoé pour un investissement estimé à plus d'1 Md USD. Cette convention vient d'être présentée à l'Assemblée Nationale par le ministre des mines le 4 novembre 2019. Au sortir de cet échange, le ministre a indiqué que la base de développement de ce projet est le développement du Trans-guinéen qui est une priorité pour le Gouvernement. Selon le Ministre, si le projet n'est pas rentable sur le Trans-guinéen, l'option de faire passer le minerai par le Libéria sera retenue mais sous deux conditions supplémentaires. La première consiste au paiement de redevance additionnelle pour partager les économies réalisées par les investisseurs. La deuxième condition est que le jour où le Trans-guinéen sera construit, le retour de l'évacuation du minerai par cette voie ferrée soit rendu possible.

MALI

AFD : signature d'une convention de financement (3 M EUR) avec l'ANICT pour des projets dans l'espace transfrontalier Liptako-Gourma

Le Directeur de l'AFD au Mali et le Directeur de l'Agence nationale d'investissement des collectivités territoriales (ANICT) ont signé, le 29 octobre dernier, une convention triennale (2020-2022) d'un montant de 3 M EUR. L'appui financier cible le développement socioéconomique et le renforcement de la cohésion sociale et communautaire dans le Liptako-Gourma, un espace transfrontalier qui regroupe Mali, Burkina-Faso et Niger.

MAURITANIE

La Mauritanie première au classement en matière de croissance économique au Maghreb en 2019

Selon le rapport du Fonds Monétaire International (FMI) paru le 1^{er} novembre 2019, la Mauritanie serait à la première place des pays du Maghreb en termes de croissance économique sur l'année 2019 (6,6%) et à la deuxième position sur l'ensemble des pays du Moyen-Orient. Ce résultat est conforme aux prévisions déjà faite en début d'année 2019 par la Banque Mondiale sur les perspectives de l'économie mondiale à la fin 2019, notamment sur la zone Maghreb.

Lancement d'un projet hydraulique de 12 M EUR financé par l'AFD

Les autorités mauritaniennes ont procédé au lancement d'un projet d'approvisionnement en eau potable et assainissement à Néma (Est du pays) financé par l'AFD pour un montant de 12 M EUR. Ce projet vise la réalisation de 51 réseaux d'adduction d'eau potable et la réhabilitation de 157 latrines publiques. Il permettra

de fournir de l'eau potable à plus de 78 000 personnes et offrir l'accès à des installations d'assainissement améliorées à 170 000 mauritaniens. Le projet est entièrement financé par l'AFD, dans le cadre du programme de développement d'urgence et du programme d'investissement prioritaire (PIP) élaborés en décembre 2018. Dans le pays, l'accès à l'eau potable est passé de 44 % en 2008 à 70 % en 2018. Tandis que les besoins journaliers en eau potable sont estimés à environ 100 000 m³, pour une production quotidienne qui se situe autour de 55 000 m³.

De nouveaux DG pour la Société Mauritanienne d'Electricité (SOMELEC) et la Société Nationale De l'Eau (SNDE)

Le conseil des ministres du 31 octobre a approuvé la nomination de M. Mohamed Ali O. Sidi Mohamed à la tête de la société nationale d'électricité (SOMELEC). Par ailleurs, Sidi Mohamed Ould Taleb Amar est nommé directeur de la Société nationale de l'Eau (SNDE).

NIGER

Fermeture des frontières du Nigeria prolongée jusqu'au 31 janvier 2020

Depuis le 20 août 2019, le Nigeria a décidé de fermer toutes ses frontières terrestres. Une situation qui pèse sur le Niger, dont l'économie dépend en grande partie des exportations vers son voisin. Malgré cette situation, [le Président nigérian, Muhammadu Buhari, vient d'approuver la prorogation, jusqu'au 31 janvier 2020](#), de cette mesure. Selon une note des services fédéraux des douanes nigérianes, en date du 1^{er} novembre, le Président a approuvé l'extension de l'opération, « compte tenu des résultats enregistrés notamment sur les plans sécuritaire et économique ». Une délégation de la CEDEAO, conduite par l'ancien président du Niger, Salou DJIBO et le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Bénin, Aurélien Agbenonci, a présidé le 4 novembre dernier, une séance de travail visant à débloquer rapidement la situation.

Le Niger prend la présidence de la plateforme ministérielle de coordination des stratégies pour le Sahel

Le Niger vient d'être porté à la présidence de la plateforme ministérielle de coordination des stratégies pour le Sahel pour une période de deux ans, à un moment où cette zone fait face à d'énormes défis sécuritaires sur plusieurs fronts. Le ministre nigérian des Affaires étrangères et de la Coopération, Kalla Ankouraou, a reçu officiellement, le 6 novembre 2019, les documents actant le transfert de la présidence au cours d'une cérémonie à Niamey, en présence du représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies, Mohamed Ibn Chambas, et du représentant du président de la Commission de l'Union africaine, Pierre Buyoya. Tout en saluant les efforts du gouvernement tchadien, qui a présidé la plateforme pendant ces trois dernières années, M. Ankouraou a assuré que le Niger est déterminé à poursuivre les efforts déjà engagés afin de sensibiliser davantage la communauté internationale sur les défis dans la région du Sahel et la nécessaire coordination de ses stratégies et de ses actions dans l'espace sahélo-saharien.

2500 hectares de terre réhabilités à Konni

Le président de la République Issoufou Mahamadou a procédé le 4 novembre 2019 au lancement des travaux de réhabilitation du périmètre irrigué de Birni-N'Konni dans la région de Tahoua. D'un coût de 26 Mds FCFA (39,6 M EUR), ce projet va permettre de réhabiliter 2500 hectares de terres sur 24 mois. Ce périmètre est exploité par 4 843 producteurs. Il est également prévu de mettre en place des infrastructures pour relancer les activités agricoles de la région. La réhabilitation est financée par le gouvernement américain à travers le Millenium challenge corporation (MCC) dans le cadre du MCA Niger.

115,4 M EUR alloués par l'Allemagne entre 2017 et 2019

Dans le cadre de leur relation de coopération, l'Allemagne a alloué au Niger 115,4 M EUR sur la période 2017-2019, dont 59 M EUR pour des programmes de coopération technique, a affirmé la Secrétaire générale du ministère des Affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens de l'extérieur au cours des consultations inter-gouvernementales Nigéro-allemandes qui se déroulent actuellement à Niamey. Ces fonds auraient permis de financer « la mise en œuvre des programmes de développement dans

un esprit de partenariat et d'engagement mutuel visant à réduire la pauvreté et les inégalités à tous les niveaux ». A ces fonds, se greffent d'autres financements à l'instar de ceux accordés par l'Allemagne pour la mise en œuvre du PDES 2017-2021.

SENEGAL

Le projet de budget 2020 adopté en conseil des ministres

Le projet de loi de finances initiale (LFI) 2020 est arrêté à la somme de 3 258,4 Mds de F CFA (4,9 Mds EUR) en recettes et 3 708,9 F CFA (5,6 Mds EUR) en dépenses, soit un déficit de budgétaire de 450,5 Mds de F CFA (686 MEUR) correspondant à l'objectif UEMOA de 3%. Pour le budget général de l'Etat (hors comptes spéciaux du Trésor), il est prévu 3 122,5 Mds F CFA (4,8 Mds EUR) en recettes et 3 573 Mds F CFA (5,4 Mds EUR) en dépenses. Les recettes fiscales sont en hausse de près de 10% pour atteindre 2 675 Mds de FCFA (4,1 Mds EUR) et le service de la dette atteindrait 364,8 Mds FCFA (556 M EUR). L'encours de la dette publique est projeté à 8 076,6 Mds FCFA (12 Mds EUR) en 2020. Ce projet doit être approuvé par l'Assemblée nationale.

Exploitation du pétrole et du gaz, PETROSEN lance un nouvel appel d'offres pour 12 blocs libres

Selon son directeur général, la Société de pétrole du Sénégal (PETROSEN) a ouvert un appel d'offres international sur les 12 blocs pétroliers libres, situés dans la partie maritime profonde du bassin. Cet appel d'offres sera exécuté sous le régime du nouveau Code pétrolier adopté début 2019.

Poids du secteur informel dans l'économie sénégalaise

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (Eri-Esi 2017), de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), révèle que 96,4% des emplois seraient générés par le secteur informel contre 3,6% par le secteur formel au Sénégal. Le taux du chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) serait estimé à 2,9% en 2017, soit 118 608 individus, alors que celui du chômage BIT élargi serait de 12,5% et concernerait 559 559 individus.

TOGO

Privatisation de Togocom

[A l'issue d'un processus piloté par Lazard frères et le cabinet d'avocats Jones day, les autorités togolaises viennent d'annoncer la cession de 51% du capital de Togocom, l'opérateur public Togolais, au groupement Agou Holding, constitué par AXIAN et Emerging Capital Partners \(ECP\).](#) AXIAN, holding basée à Madagascar et dirigée par Hassanein Hiridjee, qui est déjà active dans les télécommunications à Madagascar (Telma), aux Comores (Telma), au Sénégal (Tigô), à Mayotte et à la Réunion (Télécom Réunion-Mayotte) sera ainsi le partenaire technique de référence de Togocom.

| Indicateurs Pays | Bénin | BF | CV | RCI | Gambie | Guinée | GB | Mali | Mauritanie | Niger | Sénégal | Togo | UEMOA | ASS |
|--|-------|------|-------|-------|--------|--------|------|------|------------|-------|---------|-------|--------------|----------------|
| <i>Population (M hab.) 2018</i> | 11,4 | 19,5 | 0,6 | 25,6 | 2,2 | 13,3 | 1,7 | 18,5 | 4,5 | 19,3 | 16,3 | 8,0 | 120,4 | 992,6 |
| Macroéconomie | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>PIB (Mds USD) 2018</i> | 10,5 | 14,2 | 2,0 | 43 | 1,7 | 11,7 | 1,5 | 17,2 | 5,2 | 9,2 | 24 | 5,4 | 140,3 | 1 642,7 |
| <i>PIB / Hab (USD) 2018</i> | 915 | 729 | 3 563 | 1 680 | 745 | 883 | 840 | 927 | 1 143 | 477 | 1 474 | 670 | 1 060 | 1 658 |
| <i>Croissance PIB réel (%) 2018</i> | 6,5 | 6 | 4,7 | 7,4 | 6,6 | 5,8 | 3,8 | 4,9 | 3 | 5,2 | 6,2 | 4,7 | 6,3 | 3 |
| <i>Inflation (%) 2018</i> | 1 | 2,0 | 1,3 | 0,3 | 6,5 | 9,7 | 1,4 | 1,7 | 3 | 3 | 0,5 | 0,7 | 1,4 | 8,5 |
| Finances Publiques | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Déficit public (%PIB) 2018</i> | -4,7 | -4,7 | -2,7 | -4 | -6,6 | -2 | -5 | -4,7 | 1,6 | -4,9 | -3,4 | -3,1 | -3,8 | -3,7 |
| <i>Dette publique (%PIB) 2018</i> | 54,6 | 43 | 127,7 | 52,2 | 83,1 | 38,7 | 56,1 | 36,6 | 83,9 | 55,1 | 64,4 | 74,6 | 52,5 | 48,5 |
| <i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i> | 13,4 | 17,8 | 22,5 | 16,5 | 17,2 | 12,8 | 11,4 | 14,8 | 20,0 | 14,9 | 18,7 | 17,4 | 16,2 | - |
| <i>Risque Pays³</i> | B | C | B | B | - | C | - | D | D | C | B | C | - | - |
| Echanges | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i> | -11,3 | -2,6 | -39,0 | 6,2 | -35,5 | -5,0 | 0,8 | -4,3 | -9,4 | -12,0 | -12,8 | -19,6 | - | - |
| <i>Exportations françaises vers⁴ (MUSD)</i> | 207 | 283 | 30 | 1 334 | 9 | 194 | 5 | 374 | 205 | 170 | 856 | 344 | 3 573 | 11 015 |
| <i>Importations françaises depuis (MUSD)</i> | 4 | 26 | 0,4 | 950 | 0,2 | 101 | 3,0 | 11 | 43 | 270 | 99 | 18 | 1380 | 8 069 |
| <i>Balance courante (%PIB) 2018</i> | -8,9 | -7,5 | -7 | -3,4 | -11,5 | -16,1 | -1,6 | -7,3 | -18 | -16,3 | -7,2 | -7,9 | -6,8 | -2,6 |
| <i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i> | - | - | 5 | - | 4 | 3 | - | - | 5 | - | - | - | 5 | 5 |
| Aspects qualitatifs | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>IDH (2018)⁵</i> | 163 | 183 | 125 | 170 | 174 | 175 | 177 | 182 | 159 | 189 | 164 | 165 | - | - |
| <i>Doing Business (2019)⁶</i> | 153 | 151 | 131 | 122 | 149 | 152 | 175 | 145 | 148 | 143 | 141 | 137 | - | - |
| <i>Environnement des affaires⁷</i> | C | C | C | B | - | D | - | D | D | C | B | C | - | - |

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

³ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

⁴ Trade Map-2017

⁵ PNUD - Classement sur 188 pays

⁶ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁷ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque